

AÏN DEFLA

Plus de 10 000 logements sociaux livrables cette année

17 377 logements sociaux, c'est la consistance du programme de construction de, logements sociaux imparti a l'OPGI, en cours de construction dans les différentes communes de la wilaya.

Selon le directeur du promoteur, M. Chabour Rachid, l'Office s'est fixé comme objectif de livrer d'ici la fin de cette année 10 793 unités à travers les 14 daïras, le reste sera livrable en 2018. A noter que ces 10 793 unités seront distribuées par les commissions de daïra pour répondre à la demande de logements sociaux et pour le programme d'éradication de l'habi-

tat précaire (RHP). Pour l'immédiat, indique notre interlocuteur, l'Office se fixe pour objectif de livrer 2 700 logements durant ce semestre 2017. Ce nombre, précise-t-on, dépendra de la cadence des entreprises engagées qui se plaignent, malgré les engagements des cahiers des charges, de difficultés financières, de manque d'approvisionnement en ciment, de rond à béton et même parfois de main-d'œuvre qualifiée, difficultés dont le maître de l'œuvre n'est pas responsable. La répartition du programme des 10 793 logements répond à la forte demande des grandes concentrations urbaines soit 2 730 logements pour le chef-lieu de wilaya Aïn Defla, 2 344 unités pour Khemis Miliana, la commune la plus peuplée de la wilaya et 1 788 logements pour la 3^e ville de la wilaya El Attaf. Pour ce qui est des autres communes où la demande de logements sociaux est faible, elles bénéficient de larges programmes d'aides à l'habitat rural, plus spécifique.

Le directeur de l'Office rappelle que l'OPGI remplit une double mission à la fois de promoteur immobilier et de gestionnaire d'un parc habité de 16 000

unités à entretenir. A propos d'entretien des ensembles de logements et surtout des parties communes, le responsable fait savoir que le montant des créances sur les loyers dépasse les 40 milliards de centimes. Les loyers impayés portent sur des périodes allant de quelques mois à quelques années.

Il lance un appel aux locataires qui ont des arriérés de se rapprocher de ses services où le meilleur accueil leur sera réservé, avec qui ils pourront bénéficier de mesures de facilitation de paiement tels que des échéanciers à respecter pour ne plus être débiteurs. Il rappelle aussi que plus les arriérés seront payés, plus l'Office pourra assurer l'entretien des logements, parce que dans le montant du loyer mensuel est compris le montant des charges qui ne s'élève pourtant qu'à 130 DA par mois, charges destinées à assurer l'éclairage, l'étanchéité et diverses réhabilitations. A propos d'étanchéité par exemple, on note que certains locataires sont la cause de certains désagréments par l'installation des fixations d'antennes paraboles et de citernes mal entretenues qui fuient. Lors de l'entretien qu'il nous a accordé,

M. Chabour Rachid rappelle que suite au décret ministériel du 310/16, du 30 décembre 2016, la porte est ouverte pour la régularisation du transfert du droit de bail pour ceux qui ont acquis le pas «de porte» avant le 31 décembre 2004 en précisant que cette mesure n'est valable selon le texte du décret que jusqu'à la fin de l'année 2017. L'Office a recensé dans ce cadre 1 426 sous-locataires (indus occupants) et 6 400 logements cessibles. De plus, sur les 6 400 logements cessibles, 1 220 ont introduit un dossier de demande d'acquisition et que sur les 1 426 sous-locataires, 813 ont sollicité un transfert de droit de bail. Le responsable de l'Office rappelle que les contractants de bail en sous-location après 2004 sont en infraction de la loi et donc, passibles de poursuites judiciaires et même d'expulsion et des mesures pénales sont prévues dans ce cadre.

On indique qu'une large campagne de recensement et d'information a été menée par tous les moyens, affichage, radio, voie de presse et même au moyen du porte-à-porte.

Karim O.

OUM-EL-BOUAGHI

Le centre d'instruction «555» spécialisé dans le transport s'ouvre à la presse

Le centre d'instruction militaire 555 spécialisé dans le transport du nom du chahid Mohamed Ben Akcha d'Oum-El-Bouaghi a organisé, en cette fin de semaine, une visite guidée à l'intention des journalistes et correspondants de presse.

Cette journée menée sous l'œil attentif du colonel Makhloufi, responsable de la communication au niveau du commandement des forces terrestres et les colonels Bennour et Aksas, respectivement commandant du centre et responsable de la formation, est organisée sous le signe «Renforcement de solides relations professionnelles entre les institutions militaires et la corporation de la presse, considérée comme le trait d'union entre les militaires et la nation». Cette journée, une opportunité aux journalistes de découvrir et de connaître la

vie quotidienne au sein du centre notamment les activités liées à la formation et les moyens pédagogiques y afférents, les journalistes ont découvert sur le terrain l'intérêt accordé par les autorités militaires au côté de la qualité de la formation de qualité.

Durant notre présence au sein de cette institution, nous avons parcouru toutes les étapes de la formation où les différents chefs de services, chacun en ce qui le concerne, nous ont expliqué toutes les méthodes théoriques dispensées aux élèves stagiaires, des simulations de très hautes technologies sont utilisées avant de passer sur le terrain pour la mise en application.

Pour ce qui est de la formation de conduite dans les différentes catégories, les formations utilisent un volume horaire assez suffisant appuyé par des démonstrations techniques basées sur des équipements et des organes mécaniques à même d'inculquer les rudiments de la mécanique, le tout avec un enseignement assisté par ordinateur.

Comme le centre est à vocation primordialement militaire, les élèves tout en apprenant à conduire, sont assujettis à une formation militaire basée sur des techniques de guerre et préparés à toute éventualité y compris la qualification dans les arts martiaux du genre Couksoul, moyens de défense corporelle et autres stratégies. Menés vers le circuit de la conduite, où les stagiaires commencent à manier les engins dans des cours pra-

tiques de conduite, les journalistes ont assisté au déroulement des opérations menées de main de maître par les formateurs, des officiers aguerris qui suivent rigoureusement la mise en application des textes de la conduite.

De notre avis, et contrairement à ce que pensent certains, les détenteurs de permis de conduire au niveau de ce centre sont hautement qualifiés pour les raisons suivantes, le volume horaire est très important, les moyens pédagogiques très sophistiqués, les simulations, la qualité des formateurs, les conditions de travail; l'assiduité des apprenants et notamment l'apprentissage de la conduite qui va jusqu'à 1 500 kilomètres de conduite, après tout cela, les permis ne sont délivrés qu'à titre provisoire en attendant la confirmation. Revenant au centre proprement dit, ce dernier créé en 1985 en plus de deux autres au niveau national, d'une capacité de 1 000 places pédagogiques, il assure des formations à des sous-officiers spécialisés en transport en commun issus des unités, formations des conducteurs semi-remorques issus des unités, formations militaires pour des certificats professionnels en circulation, formation en arts martiaux, recyclage des conducteurs des unités de 5^e Région militaire....

Pendant et après la visite guidée, les officiers encadreurs ont daigné nous éclairer sans réserve sur toutes les étapes de la formation, une formation que nous considérons en toute sincérité de haut niveau qui convainc sur les capacités des jeunes soldats militairement et techniquement avant la clôture de cette journée, combien passionnante, une collation a été

organisée en l'honneur de la corporation venue en force pour découvrir pour la première fois la vie interne des élèves militaires, une collation qui se termine en beauté avec la prise de photos souvenirs.

Moussa Chtatha

SIDI-BEL-ABBÈS

Le trophée national du mérite revient à Sidi-Bel-Abbès

Sidi-Bel-Abbès a remporté le trophée national de mérite agricole décerné par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche suite aux bilans positifs réalisés en cours de son exercice en 2016.

En effet, l'Office de wilaya des terres agricoles s'est vu décerner cette distinction. Prenant la parole sur les ondes de la radio locale, le directeur de l'ONTA (Office national des terres agricoles) de Sidi-Bel-Abbès a évoqué la rencontre nationale à Alger lors de laquelle, des bilans de toutes les wilayas ont été établis en matière de concession agricole et de partenariat agricole faisant ressortir que Sidi-Bel-Abbès s'impose en première position en raflant le premier prix avec la réalisation de 100 actes de partenariat entre agriculteurs, détenteurs d'actes de concession et investisseurs, 100 actes de partenariat ont été signés en 2016 et 60 en 2017.

Sidi-Bel-Abbès dont la vocation agricole n'est pas à sous-estimer s'est classée 2^{ème} en matière de concession agricole avec l'attribution de 14 115 actes de concession dans le cadre de la loi de reconversion en droit de jouissance. Par ailleurs, l'ONTA a rendu publique la récupération de 500 ha de terres agricoles non-exploitées soit par réiliation soit par déchéance qui ont été par la suite attribuées à d'autres jeunes en quête de projet agricole.

A. M.

Un nouveau directeur pour le théâtre régional

Au cours de la semaine, les rênes du théâtre régional de Sidi-Bel-Abbès ont été confiés à un nouveau directeur s'agissant en l'occurrence de M. Akidi Mohamed.

En effet, en cours d'une cérémonie symbolique, M. Akidi a été installé en remplacement de M. Assous Hassan qui est admis à la retraite après plus d'une décennie d'années de bons et loyaux services. Le nouveau directeur qui nous arrive de la wilaya d'Oum-El-Bouaghi où il a occupé les mêmes fonctions, est un rompu de l'art en général et il détient un diplôme d'études supérieures des arts dramatiques.

A. M.

TIARET

Relogement de 185 familles du quartier El Graba

Annoncé depuis quelque temps, le relogement des 185 familles du quartier Khaldaoui-Abdelwahab, appelé communément «El Graba» sur les hauteurs de la ville, a eu lieu finalement hier pour se poursuivre jusqu'à aujourd'hui dimanche.

L'opération qui a débuté depuis les premières heures de la journée a été marquée par la présence de tous les intervenants a-t-on constaté sur les lieux, avec la mise en place d'un dispositif sécuritaire important, d'autant qu'une fois les bénéficiaires évacués vers le nouveau site, leurs habitations ont été littéralement rasées.

Les engins réquisitionnés pour la circonstance sont entrés en lice sous les yeux d'une foule nombreuse. Sur place, les services de la daïra et de l'APC veillaient au grain pour s'assurer de l'application des mesures de relogement entreprises auparavant par les autorités locales barrant ainsi la route aux éventuels opportunistes.

Dans l'ensemble, le déménagement pour lequel tous les moyens matériels et humains ont été mobilisés, s'est déroulé sans le moindre incident notable. La même opération devrait concerner prochainement les habitants de la cité des préfabriqués de Volani lesquels sont confrontés depuis près de trois décennies aux risques de l'amiante.

M. B.

RELIZANE

Le calvaire des familles maliennes et nigériennes prendra-t-il fin ?

C'est au milieu du jardin public de la ville de Relizane que plusieurs familles maliennes et nigériennes ont élu domicile, se heurtant de ce fait aux intempéries puisque la solidarité des citoyens concernant leur approvisionnement en denrées alimentaires a été de tout temps appréciable.

La majorité de ces réfugiés sont des enfants et des femmes et ceux que nous avons approchés nous ont déclaré qu'ils ont fui les conditions critiques de leurs pays (le Mali et le Niger), plus particulièrement la guerre, et qu'ils ont rejoint Alger, certaines villes de l'Est, et puis l'Ouest en nous avançant qu'ils vont regagner leur pays une fois revenues l'accalmie et la stabilité.

Pour l'heure, 40 familles ont pris refuge au sein de ce jardin public, un propriétaire d'un café fait de son mieux pour leur apporter secours, cependant ces familles ont besoin d'un toit et d'une couverture sanitaire.

Pour rappel, plusieurs familles ont été secourues par le CRA et les services de sécurité avant de rejoindre leurs pays.

A. Rahmane

ANNABA

Éradication du marché informel de Souk Ellil

Comme annoncé ce dernier jeudi par le wali de Annaba, Youcef Cherfa, lors de la session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya, pelleteuses, bulldozers et camions de gros tonnages étaient entrés en action samedi à la première heure à la cité du 11-Décembre à Oued Eddeheb, commune de Annaba.

Il s'agissait de procéder à l'éradication d'un des plus importants marchés informels de la région, connu sous l'appellation «Souk Ellil». Les principaux acteurs, tous des commerçants spécialistes de l'informel dans la vente au détail des fruits et légumes, viandes rouges et blanches et autres produits, s'y étaient installés depuis des années. Ils avaient pris possession d'autorité des voies et places publiques, ainsi que des aires de jeux. Même le Centre de formation et de sensibilisation de la direction agricole avait été squatté pour se transformer en un lieu de trafic et de consommation de boissons alcoolisées, de drogue et de psychotropes.

A l'aube de ce samedi donc, en présence du chef de daïra et du président de l'APC, Farid Merabet, les premiers déménagements des occupants des lieux ont commencé pour le grand bonheur des centaines de familles habitant les tours et les

bâtiments à proximité. Ils étaient loin d'être gênés par les puanteurs véritablement insoutenables, conséquence de l'enlèvement des tas d'immondices auxquels ils paraissaient s'être habitués.

«Nous sommes heureux de voir notre calvaire prendre fin. Nous espérons que cela ne sera pas une opération de circons-

tance comme cela a été le cas il y a quelques années, avec le retour, un mois après des animateurs du marché informel», a indiqué un père de famille qui s'était présenté au nom de tous ses voisins devant le P/APC pour exprimer sa satisfaction. La même satisfaction était également exprimée par des bénéficiaires des 84 box mis en place la veille par la commune.

Dotés de toutes les commodités, ces box ont été remis conformément à une démarche mise en pratique par les autorités de la wilaya. «Que peut-on demander de plus après avoir bénéficié d'un box et de

la décision de commercer dans la légalité avec des conditions de travail idoines, à l'abri de la chaleur et du mauvais temps?» Il faut dire que d'importants moyens de dissuasion, dont les effectifs de la Sûreté de wilaya, avaient été mis en place. Ce qui a permis un déménagement dans le calme. Même les jeunes sportifs de cette cité ont exprimé leur satisfaction.

Et pour cause, ils auront droit à un terrain de sport en matico dont les travaux ont été lancés en parallèle de cette opération d'éradication du marché informel.

A. Bouacha

MOSTAGANEM

2 ambulances pour l'hôpital de Sidi Lakhdar

Trois investisseurs de la région de Sidi Lakhdar ont fait don de deux ambulances médicalisées à l'hôpital de leur commune dépourvu d'ambulances. Ces trois investisseurs natifs de cette région dans le cadre de la solidarité ont bien voulu doter leur commune de deux ambulances médicalisées. C'est un don important, car ces ambulances équipées de matériel moderne devraient permettre une meilleure prise en charge des urgences pour l'évacuation des malades, blessés ou femmes enceintes vers les hôpitaux

de Mostaganem et de Sidi Ali, et de permettre aussi à cet hôpital qui polarise une population de 40 000 habitants de dérouler normalement ses activités. Le directeur de l'hôpital de Sidi Lakhdar a réceptionné les clefs des deux véhicules et a remercié chaleureusement les trois généreux donateurs.

C'est la fin du sempiternel calvaire des habitants de cette commune qui n'ont pu dissimuler leur joie en apprenant cette nouvelle.

A. B.